



Berlin Eco

NUMERO 20

© DG Trésor

26 novembre 2018

ACTUALITE ECONOMIQUE

CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

A la demande du parti libéral, FDP (10,7% des voix lors des élections de 2017), les députés de la commission des finances du Bundestag se sont exprimés sur la nécessité ou non de poursuivre **la mise en place de l'union bancaire** ([EDIS et filet de sécurité du FRU](#) par le MES). Les partis de la coalition gouvernementale (SPD, CDU et CSU), les Verts et Die Linke se sont prononcés en faveur de l'achèvement de l'union bancaire ; seul le FDP a voté contre et l'AfD s'est abstenue.

Les ministres des Finances allemand et français, O. Scholz et B. Le Maire, ont présenté en [Eurogroupe du 19/11/2018](#) un papier proposant une architecture générale d'un budget de la zone euro, dans le contexte du cadre financier pluriannuel de l'UE. Il servirait à améliorer la croissance potentielle de la zone euro à travers des investissements dans la R&D et le capital humain. Sa fonction de stabilisation économique, son volume ainsi que les modalités de financement feront l'objet de discussions plus approfondies lors des prochains Conseils européens.

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Selon une [étude](#) de la banque publique d'investissement KfW, **l'excédent de financement des entreprises allemandes croît particulièrement depuis les années 2000**, atteignant 6,6% de la valeur ajoutée brute en 2015. Cette importante capacité de financement constitue la composante principale de l'excédent courant allemand. Si la faible disposition des entreprises à investir joue un rôle important (baisse de 4,3 points entre 1997-2001 et 2013-2017) dans l'évolution du solde financier, les auteurs soulignent aussi l'influence des revenus des capitaux (hausse de 4,7 points), de la modération salariale (baisse de 2,3 points) et des versements de dividendes (baisse de 1,7 point), facteurs ayant fortement contribué à l'accumulation de fonds propres (hausse de 6,4 points). L'effet atténuant des impôts (hausse de 2,3 points) côté entreprise se retrouve in fine neutralisé dans la balance courante totale ; seule la reprise de la croissance des salaires depuis 2010 contrecarre légèrement cette tendance. Pour les auteurs, **il convient de revenir à un niveau soutenable du solde courant allemand en renforçant durablement l'UEM**. Après deux décennies de perturbations (bulle internet, crises économiques et financières, Brexit etc.), il s'agirait de rétablir un contexte économique stable incitant les entreprises allemandes à réduire leur excédent financier.

Cependant, **les investissements directs étrangers (IDE) issus de l'Allemagne affichent une bonne rentabilité**, selon une [étude](#) de l'IfW Kiel commandée par le ministère fédéral des Finances. Sur 2005-2016, ceux-ci ont affiché une rentabilité nette (différence entre le rendement des placements allemands à l'étranger et les placements étrangers en Allemagne) de 2% en moyenne, soit un résultat significativement plus élevé que celui d'autres types de placements allemands à l'étranger. Les chercheurs constatent que la présence d'entreprises allemandes sur le territoire français ou le rachat d'entreprises françaises par des



acteurs allemands influent positivement la productivité du travail, le niveau de qualification et l'ouverture internationale d'entreprises purement françaises. Cela serait dû à une amplification de la concurrence, dont l'impact est moins fort lorsqu'il s'agit d'une présence capitaliste issue d'un autre Etat que l'Allemagne, selon les auteurs.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Lors de la [deuxième lecture du budget fédéral 2019](#) devant le Bundestag le 20/11/2018, O. Scholz a affirmé que dorénavant il sera **plus prudent sur les dépenses en raison du ralentissement conjoncturel**. A ce stade néanmoins, les **recettes fiscales continuent d'augmenter** (9,2% en octobre 2018 par rapport à l'année précédente), selon le [rapport mensuel](#) du ministère fédéral des Finances. Le budget 2019 a définitivement été adopté par le Bundestag le 23/11/2018.

POLITIQUES SOCIALES

Le projet de loi relatif aux mesures fiscales de préparation au **Brexit** prévoit un assouplissement de la **protection contre le licenciement** pour les porteurs de risques dans les banques. Seront concernés les cadres salariés avec une rémunération annuelle fixe dépassant 234 000€ (208 000€ à l'est) et travaillant dans une banque qualifiée « importante » (présentant un bilan de plus de 15 Md€ ou placée sous supervision de la BCE).

Le [Bundestag](#) a voté le 8 novembre 2018 la loi introduisant **des allègements financiers en faveur des familles** et autres aménagements fiscaux. L'allocation familiale est augmentée au 1^{er} juillet 2019 de 10 € (à 204 € dès le 1^{er} enfant notamment). Les abattements fiscaux pour enfants sont relevés au 1^{er} janvier 2019 (+192 € à 7620 €) et au 1^{er} janvier 2020 (+192 € à 7812 €). L'ensemble des mesures (comprenant le relèvement du seuil d'exonération de l'impôt sur le revenu ou encore l'ajustement fiscal supprimant la progressivité de l'impôt liée à l'inflation) représenterait des allègements annuels de l'ordre de 10 Md€.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

La part de marché représentée par les caisses d'épargne (y compris les Landesbanken) dans la vente de [certificats allemands](#) (produits financiers structurés, *Zertifikate*) dépasse 40% (fin septembre 2018), soit un volume d'environ 31 Md€.

BANQUES ET ASSURANCES

Le Conseil de stabilité financière (FSB) classe, comme l'an passé, **Deutsche Bank** parmi les quatre banques les plus systémiques au monde et lui impose un matelas de capitaux propres supplémentaire de 2%. La banque a, par ailleurs, [annoncé](#) vouloir racheter 1 Md€ d'obligations *senior* non privilégiées afin d'utiliser ses importantes liquidités (248 Md€). Enfin, la BaFin a demandé à la banque des informations au sujet de son éventuelle implication dans l'affaire de blanchiment d'argent estimée à 200 Md€, dont est accusée la filiale estonienne de Danske Bank. En tant que correspondance bancaire de cette filiale, la filiale étatsunienne de Deutsche Bank aurait en effet fait transiter jusqu'à 150 des 200 Md€. Ces accusations ont fait tomber le cours de l'action Deutsche Bank à un plus bas historique.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :

Pariser Platz 5

10117 Berlin

Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert

Revu par : Catherine Rozan

Version du 26 novembre 2018